

LES **2014**
MAIRES **2020**
AU
COEUR
DE
LA
REPUBLIQUE

**CENT DEUXIÈME CONGRÈS
DES MAIRES ET DES PRÉSIDENTS
D'INTERCOMMUNALITÉ DE FRANCE**





L’AFFICHE DU 102e CONGRÈS

Le 102e Congrès des maires et des présidents d’intercommunalité de France est une édition particulière puisqu’elle clôt l’exercice du mandat 2014-2020 et ouvre la perspective du prochain mandat.

C’est pourquoi, l’AMF a souhaité offrir aux congressistes une affiche « millésime » de cette 102e édition.

Elle illustre la diversité des communes et la richesse de leurs actions, au quotidien, pour leurs administrés. Au centre, les lettres sont reliées entre elles, affirmant avec force la continuité et la permanence du rôle majeur des maires au cœur de la République.



/ DOSSIER DE PRESSE / DOSSIER DE PRESSE /

102^e CONGRÈS DES MAIRES ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ DE FRANCE

Du 18 au 21 novembre 2019


- **Communiqué de presse** p. 1
- **Présentation des temps forts du congrès**.....p.3
- **Présentation des partenaires médias du congrès** p. 5
- **Présentation détaillée des débats en plénière et forums** p. 7
- **Présentation des points-infos** p. 53
- **Contacts et adresses utiles** p. 59
- **Plans d'accès** p. 60

AMF
Service de la Communication
Marie-Hélène GALIN
Tél : 01 44 18 13 59
marie-helene.galin@amf.asso.fr

Thomas OBERLÉ
Tél : 01 44 18 51 91
thomas.oberle@amf.asso.fr

Anais GAUTREAU
Tél : 01 44 18 14 18
anais.gautreau@amf.asso.fr

www.amf.asso.fr

 @l_amf



Paris, le 18 novembre 2019

/ COMMUNIQUÉ DE PRESSE / COMMUNIQUÉ DE PRESSE /

« Les maires au cœur de la République »

Le 102e Congrès des maires et des présidents d'intercommunalité de France a lieu du lundi 18 au jeudi 21 novembre 2019 sur le thème « Les maires, au cœur de la République ». Ouvert par la réunion des élus des Outre-mer à la Maison de la Mutualité (Paris 5^{ème}), il se poursuit au parc des Expositions de la Porte de Versailles (Paris 15^{ème}).

C'est une édition particulière car elle clôt l'exercice du mandat 2014-2020 et se situe à la veille du prochain mandat 2020-2026. Plusieurs jours de débats en plénière mettent en avant les sujets majeurs comme les relations entre les communes et leurs intercommunalités, les réponses apportées aux attentes des habitants en matière de transition écologique, les enjeux et conditions du développement des territoires ruraux, l'avenir de la décentralisation ou encore l'évolution des finances locales après la suppression de la taxe d'habitation.

Une vingtaine de forums sont proposés aux congressistes pour aborder des thèmes d'actualité tels que la place des femmes dans les politiques publiques, le vieillissement de la population, le maillage hospitalier, les dépôts sauvages et comportements inciviques, la lutte contre l'habitat indigne, l'économie sociale et solidaire, ou encore l'accompagnement numérique des citoyens...

Le président de la République, Emmanuel Macron, s'exprimera au cours de la séance solennelle d'ouverture le mardi 19 novembre après-midi. Son discours est très attendu sur les grands sujets d'actualité, notamment les relations financières État-Collectivités locales et sa volonté affichée d'ouvrir un nouvel acte de la décentralisation. La séance solennelle d'ouverture sera également l'occasion de rendre un hommage à Jacques Chirac, ancien président de la République et maire de Paris.

D'autres temps forts jalonnent cet événement où de nombreuses personnalités sont attendues. Le Premier ministre, Édouard Philippe, participera à la séance de clôture, le jeudi 21 novembre après-midi. Cette intervention sera suivie de la projection du documentaire de Public Sénat intitulé *Les maires, sentinelles de la République*, célébrant l'engagement des maires et de leurs équipes, et d'un débat sur l'évolution de la fonction de maire face aux multiples mutations de la société avec la participation notamment du philosophe André Comte-Sponville et de Martial Foucault, directeur du CEVIPOF.

L'AMF dévoile à cette occasion la nouvelle enquête de l'Observatoire de la démocratie de proximité AMF-CEVIPOF/Sciences Po réalisée auprès des maires ainsi que plusieurs enquêtes exclusives :

- pour la première fois, une analyse financière des communes et des intercommunalités de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion ;
- l'étude sur la situation financière des communes et intercommunalités en 2018 / *Analyse comparative des mandatures 2008-2012 et 2014-2018* (étude conjointe Banque des Territoires/Groupe Caisse des dépôts-AMF) ;
- *Le panier du maire*
- l'étude sur les principaux ratios financiers des communes et intercommunalités en 2018 (*Territoires et finances*, réalisée en partenariat avec la Banque Postale).

Le 102^e Congrès en direct

Des outils d'information et de communication, spécial « Congrès », permettent de suivre les débats et les événements pendant ces quatre jours : site Internet www.amf.asso.fr (page dédiée avec mise en ligne des discours, des vidéos, des interviews, des enquêtes..) ; réseaux sociaux (#Congresdesmaires et page Facebook) ; application AMF ; AMFTV ; et le fil d'information rédigé par la rédaction de Maire-info et de Maires de France...

Les débats en plénières sont par ailleurs diffusés sur Public Sénat, partenaire média de l'événement, présent les trois jours sur un plateau, place du village.

En partenariat presse avec :



franceinfo:



Contacts presse :

Marie-Hélène GALIN

Tél. 01 44 18 13 59

marie-helene.galin@amf.asso.fr

Thomas OBERLE

Tél. 01 44 18 51 91

thomas.oberle@amf.asso.fr

Anaïs GAUTREAU

Tél. 01 44 18 14 18

anais.gautreau@amf.asso.fr



TEMPS FORTS

Lundi 18 novembre

- 17h00 – Intervention d'**Annick GIRARDIN**, ministre des Outre-mer.

Mardi 19 novembre

- 11h00 - Inauguration du salon des Maires et des collectivités locales (SMCL) par **Gérard LARCHER**, président du Sénat.
- 15h00 - Hommage au président **Jacques CHIRAC**, avec la diffusion d'une vidéo réalisée spécialement par l'Institut national de l'audiovisuel (grand auditorium).
- 15h05 - 17h30 - Séance solennelle d'ouverture (grand auditorium), avec l'intervention d'**Emmanuel MACRON**, président de la République.
- 18h45 - Réception des élus par **Anne HIDALGO**, maire de Paris, à l'Hôtel de Ville de Paris.

Mercredi 20 novembre

- 09h30 - Intervention de **Gérard LARCHER**, président du Sénat (grand auditorium).
- 09h45 - Intervention des présidents de l'ADF, de Régions de France et de l'AMF au titre de Territoires Unis (grand auditorium).
- 14h00 - Jeux olympiques et paralympiques 2024 : présentation des cinq-cents premières communes labellisées Terres de Jeux par **Tony ESTANGUET**, président du Comité d'organisation des Jeux Olympiques & Paralympiques de Paris 2024 (grand auditorium).
- 14h30 : Intervention de **Marie-Laure DENIS**, présidente de la CNIL, sur le RGPD (salle de la Citoyenneté),
- 16h00 - Intervention de **Jean-Marie DRU**, président d'UNICEF France (salle de la Démocratie locale).

Jeudi 21 novembre

- 14h00-14h30 - Présentation et adoption de la résolution générale (grand auditorium).
- 14h30-17h00 - Séance de clôture avec l'intervention d'**Édouard PHILIPPE**, Premier ministre ; un hommage sera rendu à **Jean-Mathieu MICHEL**, ancien maire de Signes ; et avec la projection du documentaire de Public Sénat *Les maires, sentinelles de la République* suivie d'un débat (grand auditorium).

PARTENAIRES MÉDIAS DU CONGRÈS



Public Sénat est partenaire média du 102^e Congrès des maires et des présidents d'intercommunalités de France. En plus d'un plateau sur la place du village où la chaîne parlementaire proposera plus de 10h d'antenne en direct de nombreux débats dont la retransmission de la réunion des élus des Outre-mer lundi 18 novembre dès 14h00, Public Sénat produit également, avec le soutien de l'AMF, un documentaire inédit de 26mn sur le bilan de la mandature avant les élections municipales de 2020. Intitulé *Les maires, sentinelles de la République*, il sera diffusé en avant-première le jeudi 21 novembre à 16h lors de la séance de clôture du Congrès, suivi d'un débat animé par Oriane Mancini et Jean Dumonteil.

franceinfo:

Franceinfo, partenaire du Congrès des maires de France, installe son studio pour cinq heures de direct.

Transports, sécurité, aménagement du territoire, citoyenneté, défi environnemental ; invités, témoignages, reportages... franceinfo vous fait vivre cet événement à l'approche des prochaines élections municipales de mars 2020.

Retrouvez en direct du Congrès le 12h/14h de Frédéric Carbonne et le 14h/17h de Céline Asselot.



France Bleu, la radio des territoires, sera présente sur la place du village du Congrès le mercredi 20 novembre (salle de presse). A cette occasion, deux émissions sont délocalisées dans le studio radio partagé avec franceinfo :

- *On n'est pas à l'abri d'une bonne émission !* de 12h à 13h animée par Arnold Derek,
- *Une heure en France* de 13h à 14h, animée par Frédérique Le Teurnier et Denis Faroud.

FICHES DE PRÉSENTATION DES DÉBATS

LUNDI 18 NOVEMBRE – *Maison de la Mutualité*

- Réunion des élus des Outre-mer : interventions des présidents d'associations départementales de maires et table-ronde intitulée « Quels enjeux et quelles perspectives pour les Outre-mer aujourd'hui ? » p. 9

MARDI 19 NOVEMBRE – Parc des expositions de la Porte de Versailles

- Intercommunalité : quelles organisations territoriales pour le prochain mandat ? p. 11
- Quel urbanisme après la loi ELAN ? p.13
- L'engagement des maires pour la protection de leurs concitoyens à travers l'exercice de leurs pouvoirs de police et leur rôle en matière de préventions p. 15
- Comment s'adapter au vieillissement de la population ? p. 17
- L'économie sociale et solidaire au service du développement des territoires p. 19

MERCREDI 20 NOVEMBRE – Parc des expositions de la Porte de Versailles

- Enjeux et conditions du développement des territoires ruraux p. 21
- Quel maillage hospitalier pour satisfaire aux besoins urgents d'accès aux soins ? p. 23
- Tourisme : une compétence exercée au plus près des territoires p. 25
- Mobilité en territoire peu dense : quelles compétences, quels financements ? p. 27
- Les nouvelles opportunités pour le maire employeur après la loi de transformation de la fonction publique p. 29
- Transition écologique : comment les communes et intercommunalités peuvent-elles répondre aux attentes des habitants ? p. 31
- Les maires face aux défis d'équité territoriale et de justice sociale de l'école p. 33
- L'accompagnement numérique des citoyens : une responsabilité croissante pour les communes p. 35
- Fiscalité et dotations en Outre-mer p. 37
- La lutte contre l'habitat indigne : enjeux et perspectives d'évolution p. 39
- Dépôts sauvages : lutter plus efficacement contre les comportements inciviques p. 41
- Mieux prendre en compte les communes et intercommunalités dans les politiques européennes p. 43

JEUDI 21 NOVEMBRE – Parc des expositions de la Porte de Versailles

- **Finances locales : quel partage des ressources publiques après la suppression de la taxe d'habitation ?** p. 45
 - **La place des femmes dans les politiques publiques** p. 47
 - **Comment réduire les impacts des nuisances environnementales ?** p. 49
 - **L'agence nationale du sport : quelle place pour les communes et les intercommunalités ?** p. 51
-
- **Séances plénières en auditorium**
 - **Forums**
 - **Points-infos**

POINTS-INFOS : (Le 21 novembre)

p. 53

- La réglementation de la communication et du financement en période électorale
- L'évolution des conditions d'exercice des mandats locaux

RÉUNION DES ÉLUS DES OUTRE-MER QUELS ENJEUX ET QUELLES PERSPECTIVES POUR LES OUTRE-MER ?

MAISON DE LA MUTUALITÉ | 14H A 17H30

14h00 - Ouverture du 102^e Congrès des maires et des présidents d'intercommunalité par François BAROIN, président de l'AMF

14h15 - Intervention des présidents des associations départementales de maires

Avec les interventions de :

- **Maurice BONTÉ**, président de l'Association des maires de la Martinique,
- **Stéphane FOUASSIN**, président de l'Association des maires du département de la Réunion,
- **Éric GAY**, président de l'Association française des maires de Nouvelle-Calédonie,
- **Saïd OMAR OILI**, président de l'Association des maires de Mayotte,
- **Jean-Claude PIOCHE**, président de l'Association des maires de Guadeloupe,
- **David RICHÉ**, président de l'association des maires de Guyane,
- **Cyril TETUANUI**, président du syndicat pour la promotion des communes de Polynésie Française.

15h30 - Table ronde : « Quels enjeux et quelles perspectives pour les Outre-mer aujourd'hui ? »

Avec les interventions pressenties de :

- **André LAIGNEL**, premier vice-président délégué de l'AMF, président du Comité des finances locales,
- **Philippe LAURENT**, secrétaire général de l'AMF, président de la commission Finances et Fiscalité locales,
- **Agnès LE BRUN**, vice-présidente de l'AMF,
- **Stéphane FOUASSIN**, président de l'Association des maires du département de la Réunion,
- **Michel MAGRAS**, président de la délégation sénatoriale aux Outre-mer,
- **Olivier SERVA** président de la délégation aux Outre-mer à l'Assemblée nationale,
- **Sylviane TEROOTEA**, présidente de l'ACCD'OM,
- **Mikidache HOUMADI**, président d'Interco'Outre-mer.

17h00 - Intervention d'Annick GIRARDIN, ministre des Outre-mer

18h15 - Réception des élus des Outre-mer à l'Hôtel de ville de Paris

INTERCOMMUNALITÉ : QUELLES ORGANISATIONS TERRITORIALES POUR LE PROCHAIN MANDAT ?

10h00 à 12h00 | Débat

Lors des échanges avec les maires au cours du Grand débat national, le président de la République a souvent été interpellé sur l'organisation des intercommunalités et leurs relations aux communes membres. Ces débats ont montré à la fois l'attachement des maires et des élus locaux aux principes de coopération, soucieux du bon fonctionnement de l'intercommunalité, mais aussi le besoin de proximité, de souplesse et de confiance dans leurs capacités à mener des actions ou porter des politiques publiques à l'échelle la plus adaptée à chaque territoire.

Face à ces attentes, le gouvernement s'est engagé à revoir les points bloquants de la loi NOTRe sans pour autant provoquer un nouveau « big-bang » territorial, conscient que les élus appellent à une certaine stabilité institutionnelle.

Ce débat d'ouverture du Congrès des maires et des présidents d'intercommunalité sera dédié à la place et au rôle de l'intercommunalité dans l'organisation territoriale. À l'aune du projet de loi « Engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique » actuellement en discussion au Parlement et des résultats de l'enquête CEVIPOF-AMF auprès des Français, cette séquence portera sur les conditions et les enjeux d'une meilleure organisation du bloc communal autour du triptyque : compétences, périmètre et gouvernance. Cette réflexion s'inscrit dans un mouvement plus large qui touche aussi l'avenir de la décentralisation.

Débat co-présidé par :

- **André LAIGNEL**, premier vice-président délégué de l'AMF, maire d'Issoudun (36), président de la communauté de communes du Pays d'Issoudun, président de la commission Intercommunalité de l'AMF
- **Stéphanie GUIRAUD-CHAUMEIL**, maire d'Albi (81), présidente de la communauté d'agglomération de l'Albigeois.

Gouvernance : renouer avec l'esprit de la coopération

Alors que le niveau de confiance à l'égard des maires reste toujours le plus élevé à 71 %, d'après les résultats de l'enquête AMF-CEVIPOF de juillet 2019 auprès des Français, ce débat mettra en évidence les conditions d'une bonne gouvernance des intercommunalités.

Quelle place et quel rôle pour les élus municipaux et particulièrement les maires dans la construction des projets communautaires/métropolitains ? Comment faciliter le dialogue, l'information, la concertation et l'association des communes (conseils municipaux et maires) au fonctionnement et à la réussite des projets intercommunaux ? Il s'agira de revenir sur les bonnes pratiques menées par les intercommunalités.

Le Grand débat national a également montré l'attente des populations pour participer davantage à la construction de l'action publique locale.

Cette séquence pourra élargir les échanges sur le thème de la concertation avec les habitants dans la fabrique des projets intercommunaux. Quelle place pour le projet intercommunal lors des prochaines élections ?

Compétences/périmètre : entre stabilité et souplesse

Après un mandat 2014-2019 marqué par des bouleversements institutionnels, les élus aspirent à une certaine stabilité. Dans le même temps, ils expriment l'envie de liberté dans l'organisation et l'exercice des compétences communales et intercommunales, rappelant le besoin de proximité, de souplesse et de confiance dans leurs capacités à mener des actions ou porter des politiques publiques à l'échelle la plus adaptée dans chaque territoire.

Quelles priorités d'actions publiques locales pour les intercommunalités (entre services de proximité et stratégie d'avenir) ? Existe-t-il un socle minimal de compétences des communautés [communautés de communes ou d'agglomération] ? Faut-il inventer un nouveau modèle d'organisation pour mieux répondre aux attentes des habitants -proximité notamment- ? A quelles conditions ? Comment assurer les objectifs de solidarités et de mutualisation ? Ce débat s'inscrit également dans la perspective de la reconnaissance d'un principe de différenciation des compétences entre collectivités : quelles relations entre les intercommunalités, les autres collectivités et l'État ?

Il s'agira aussi de mettre en discussion les avancées possibles à court terme (ou moyen terme) des périmètres : entre le besoin de souplesse là où subsistent des situations de blocage et la nécessaire stabilité des intercommunalités. L'émergence de la commune-communauté peut-elle être une voie possible de réorganisation des périmètres intercommunaux et à quelles conditions ?

Sur ces sujets et selon l'enquête AMF-CEVIPOF auprès des français (juillet 2019), 30 % des citoyens interrogés sont partisans d'une accélération de l'intercommunalité alors que 70 % soutiennent des communes plus autonomes.

Avec l'intervention pressentie de :

- **Nicolas FLORIAN**, maire de Bordeaux (33),
- **Françoise GATEL**, sénatrice d'Ille-et-Vilaine, auteur de la loi du 1^{er} août 2019 *portant adaptation de l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires* et co-rapporteur au Sénat du projet de loi « Engagement et proximité »,
- **Pierre JOUVET**, président de la communauté de communes des portes DrômArdèche (26),
- **Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK**, présidente de la communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral (76),
- **Mickaël VALLET**, maire de Marennes-Hiers-Brouage (17) (commune nouvelle créée en 2019), président de la communauté de communes du Bassin de Marennes.

Avec la participation attendue de Sébastien LECORNU, ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales

QUEL URBANISME APRÈS LA LOI ELAN ?

10h00 à 12h30 | Forum

Au regard de l'actualité et des réflexions en cours sur les besoins territoriaux en matière de construction et de réhabilitation dans les zones denses et moins denses et sur les changements d'usage liés à l'évolution des besoins des habitants, le Forum entend échanger et débattre sur les enjeux d'un aménagement respectueux des espaces agricoles et naturels et répondant à la demande sociale, dans tous les territoires, d'accès à un logement décent et à un cadre de vie de qualité.

Forum co-présidé par :

- **Pierre JARLIER**, maire de Saint-Flour (15), président de Saint-Flour Communauté, président de la commission Aménagement et Urbanisme de l'AMF,
- **Pierre DUCOUT**, maire de Cestas (33), président de la communauté de communes Jalle Eau Bourde, rapporteur de la commission Aménagement et Urbanisme de l'AMF.

Où et comment construire ?

Cette séquence permettra, à travers divers retours d'expériences d'élus ayant porté des politiques de réhabilitation vertueuses (dépollution, renouvellement urbain, action en faveur des quartiers prioritaires, éco-quartiers, etc.) de poser la question des moyens favorisant un aménagement qui réponde au besoin de construction de logements et d'équipements publics, tout en favorisant la lutte contre l'étalement urbain. Dans tous les cas, il s'agit d'offrir aux habitants un cadre de vie de qualité à un coût acceptable.

Avec l'intervention pressentie de :

- **Jean-Luc LAGLEYZE**, député de Haute-Garonne (31),
- **Nicolas SANSU**, maire de Vierzon (18),
- **Gabrielle LOUIS-CARABIN**, maire du Moule (971),
- **Jean-Louis DENOIT**, maire de Viviez (12),
- **Jean-Baptiste BUTLEN**, sous-directeur de l'aménagement durable, DGALN/DHUP, ministère de la Transition écologique et solidaire.

De la réglementation au contrat : quel projet d'aménagement ?

Cette séquence a vocation à s'interroger sur les outils dont disposent les collectivités (planification, contrats etc.) pour traduire un projet de territoire qui soit respectueux des objectifs des différentes publiques et de l'ingénierie nécessaire pour y parvenir quelle que soit la taille de la collectivité concernée.

Avec l'intervention pressentie de :

- **David NICOLAS**, maire d'Avranches (50),
- **Isabelle KERKHOF**, maire de Coudekerque-Village (59),
- **Olivier PAVY**, maire de Salbris (41),
- **Patricia DUBOIS**, responsable du service stratégie EPF Nord Pas-de-Calais (62),
- **Pastèle SOLEILLE**, sous-directrice de la qualité du cadre de vie, DGALN/DHUP, ministère de la Transition écologique et solidaire.

L'ENGAGEMENT DES MAIRES POUR LA PROTECTION DE LEURS CONCITOYENS : À TRAVERS L'EXERCICE DE LEURS POUVOIRS DE POLICE ET LEUR RÔLE EN MATIÈRE DE PRÉVENTIONS

10h30 à 12h30 | Forum

Autorités dotées de pouvoirs de police, au centre du dispositif de prévention de la délinquance, les maires concourent à protéger les personnes, les biens, les activités ainsi que l'environnement ou les données. Au quotidien ou dans les crises, ils sont toujours au contact de leurs administrés dans l'instant ou la durée.

Ce quotidien peut être celui d'un sentiment d'impuissance publique face aux petits délits, aux nuisances et aux incivilités, ces crises peuvent être celles du rapport aux autorités ou à l'autre.

Dans un contexte notamment marqué par la consultation des maires après le drame de Signes, le projet de loi Engagement et proximité ou la nouvelle stratégie nationale de prévention de la délinquance, l'exercice de leurs pouvoirs de police, leur rôle en matière de préventions sont, plus que jamais, des enjeux prégnants.

Débat co-présidé par :

- **Nathalie KOENDERS**, 1^{ère} adjointe au maire de Dijon (21) et vice-présidente de la métropole de Dijon,
- **Christian ESTROSI**, maire de Nice (06), président de la commission consultative des polices municipales.

La réaffirmation de la place et du rôle des maires en matière de préventions

Tranquillité publique : quelles évolutions pour les pouvoirs de police du maire ?

Avec les interventions pressenties de :

- **Mériem DERKAOUI**, maire d'Aubervilliers (93),
- **Kévin DEWAËLE**, maire de Vignats (14),
- **Frédéric PÉCHENARD**, vice-président du conseil régional d'Île-de-France chargé de la Sécurité et de l'Aide aux victimes,
- **Cheffe d'escadron Marie POCQUET**, commandant la compagnie de Gendarmerie départementale de Falaise (14).

Conclusion - Plateforme sensibilisation à vigipirate du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) avec Benoit TRÉVISANI, adjoint du directeur de la protection et de la sécurité de l'État et lieutenant-colonel Sébastien BOTHERON (SGDSN).

COMMENT S'ADAPTER AU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ?

10h00 à 12h30 | Forum

La France compte actuellement plus de 1,3 millions de personnes âgées en perte d'autonomie, elles seront près de 2,2 millions en 2050. Le vieillissement de la population représente un risque social majeur pour notre société. Si les politiques en faveur des personnes âgées dépendantes appellent des réponses urgentes circonstanciées, il est également nécessaire d'intégrer davantage les besoins et attentes des jeunes seniors très différents de ceux des populations plus âgées.

Forum co-présidé par :

- **Gaël PERDRIAU**, maire de Saint-Étienne (42), président de la commission des Affaires sociales de l'AMF,
- **Marie GARON**, adjointe au maire de Schœlcher (972).

Introduction du forum par Mickaël BLANCHET, docteur en géographie sociale, auteur de *L'Atlas des seniors et du grand âge en France*.

La prévention de la perte d'autonomie par la mise en œuvre de politiques destinées aux jeunes seniors

Avec l'intervention pressentie de :

- **Olivier CALON**, président de la Fédération du senior,
- **Marie-Odile ESCH**, membre du Conseil économique, social et environnemental (CESE), rapporteure de l'avis « Vieillir dans la dignité ».

La prise en charge des personnes âgées dépendantes

Avec l'intervention pressentie de :

- **Pierre MARTIN**, maire de Chauvé (44), représentant de l'AMF au Conseil de l'Âge du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, directeur d'EHPAD,
- **Annette PRESSE**, conseillère municipale de Morne-à-l'Eau (971),
- **Éliane GUIOUGOU**, conseillère municipale des Abymes (971) et présidente de son centre communal d'action sociale, vice-présidente de la communauté d'agglomération Cap Excellence,
- **Marie-Anne MONTCHAMP**, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie,
- **Dominique LIBAULT**, conseiller d'État, chargé par la ministre des Solidarités et de la Santé de la consultation sur le grand âge et l'autonomie.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

10h00 à 12h30 | Forum

En partenariat avec RTES

L'Économie sociale et solidaire est un autre moyen de concevoir l'économie, au service des personnes et des territoires. Cette économie inclusive permet de renforcer le vivre-ensemble et la cohésion sociale-économique. En quoi l'innovation sociale peut-elle être la réponse aux défis sociaux et écologiques de nos territoires ?

Forum co-présidé par :

- **Mohamed GNABALY**, maire de L'Île-Saint-Denis (93), vice-président de l'AMF
- **Laurent HÉNART**, maire de Nancy (54), président de la commission Développement économique de l'AMF

Comment l'ESS contribue-t-elle au développement économique des territoires ?

Avec l'intervention pressentie de :

- **Dounia BESSON**, adjointe au maire de Lyon (69) en charge de l'ESS,
- **Christiane BOUCHART**, vice-présidente de la métropole de Lille (59), présidente du Réseau des territoires pour l'économie solidaire (RTES),
- **Jean GIRARDON**, maire de Mont-Saint-Vincent (71), représentant de l'AMF au Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire.

Une politique publique volontariste est-elle nécessaire pour soutenir l'écosystème local de l'ESS ?

Avec l'intervention pressentie de :

- **Tepuaraurii TERIITAHII**, conseillère municipale de Paea (987), représentante à l'Assemblée de Polynésie française,
- **Marie-Martine LIPS**, présidente du Conseil national des Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire,
- **Jérôme SADDIER**, président de ESS France et vice-président du Crédit coopératif.

Avec la participation attendue de Gilles de LABARRE, adjoint au Haut-Commissaire à l'Économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire.

ENJEUX ET CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX

09h30 à 12h30 | Débat

L'actualité de ces derniers mois a montré que le développement des territoires ruraux constituait, plus que jamais, un objectif national répondant à une demande sociale d'équité territoriale. Ce nouveau contexte nécessite une accélération des réponses à apporter, de nouvelles méthodes de travail et une remise en confiance du maire pour conforter son rôle au plus proche des habitants.

Ce débat a pour objectif d'échanger sur les politiques concrètes mises en œuvre dans les territoires par les maires et les présidents d'intercommunalité ruraux. Il s'agira d'évoquer les moyens d'action, dont ils disposent pour créer et favoriser de nouvelles dynamiques.

Les débats seront également l'occasion de s'interroger sur les politiques conduites ou annoncées par le gouvernement en ce qu'elles répondent aux besoins des élus ruraux : Agenda rural, ANCT, ORT, ...

Débat co-présidé par :

- **Jean-Louis PUISSEGUR**, maire de Pointis-Inard (31), président de la commission des Communes et Territoires ruraux et vice-président de l'AMF,
- **Rachel PAILLARD**, maire de Bouzy (51), rapporteure de la commission des Communes et Territoires ruraux et vice-présidente de l'AMF.

En présence de :

- **Cécile GALLIEN**, maire de Vorey (42) et vice-présidente de l'AMF,
- **Pierre JARLIER** maire de Saint-Flour (15), président de Saint-Flour communauté et vice-président de l'AMF.

Les élus ruraux garants de la cohésion territoriale et du lien social

Avec l'intervention de :

- **Jean-François DEBAT**, maire de Bourg-en-Bresse (01) et président de la communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse,
- **Thibaut GUIGNARD**, maire de Ploeu-L'Hermitage (22),
- **Michelle YVERNAULT-TROTIGNON**, adjointe au maire de Buzançais (36),
- **Christine de NEUVILLE**, maire de Vicq-sur-Breuilh (87),
- **Jean-Yves PINEAU**, directeur de la société coopérative de développement local Les Localos,
- **Christiane LAMBERT**, présidente de la FNSEA.

Les moyens et les outils mobilisables pour la ruralité sont-ils à la hauteur des enjeux ?

Avec l'intervention de :

- **Christian PRADAYROL**, vice-président de la communauté d'agglomération du bassin de Brive (19),
- **Michaël WEBER**, maire de Woelfling-lès-Sarreguemines (57),
- **Mathieu KLEIN**, président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle,
- **Geneviève BARAT**, vice-présidente du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine en charge de la ruralité,
- **Éric LOMBARD**, directeur général de la Caisse des Dépôts.

Avec la participation de **Jacqueline GOURAULT**, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

QUEL MAILLAGE HOSPITALIER POUR SATISFAIRE AUX BESOINS URGENTS D'ACCÈS AUX SOINS ?

09h30 à 12h30 | Forum

La loi promulguée en juillet 2019, relative à l'organisation et la transformation du système de santé, porte l'objectif de développer une offre hospitalière de proximité en se basant sur la gradation des soins et la consolidation des liens entre médecine de ville et médecine hospitalière. Considérant les spécificités propres à chaque territoire et les besoins de leur population, quelles solutions envisager pour réduire les fractures territoriales en matière d'offre de soins hospitalier ?

Forum co-présidé par :

- **Isabelle MAINCION**, maire de La Ville-aux-Clercs (41), rapporteure de la commission Santé de l'AMF,
- **Bernard VAURIAC**, maire de Saint-Jory-de-Chalais (24), président de la communauté de communes Périgord-Limousin, président de la commission Santé de l'AMF,
- **Nicolas SANSU**, maire de Vierzon (18), référent Relations ville-hôpital de l'AMF,
- **Frédéric VALLETOUX**, maire de Fontainebleau (77), président de la Fédération hospitalière de France, référent Relations ville-hôpital de l'AMF.

Quel maillage territorial pour les hôpitaux de demain ?

Avec l'intervention de :

- **Jean-Louis MILLET**, maire de Saint-Claude (39),
- **Éric DELHAYE**, maire de Laon (02),
- **Lamine GHARBI**, président de la Fédération de l'hospitalisation privée.

Vers une plus grande ouverture des hôpitaux sur le territoire

Avec l'intervention de :

- **Benoît ARRIVÉ**, maire de Cherbourg (50),
- **Thomas MESNIER**, député de la Charente, chargé de la mission relative à l'amélioration de la situation dans les services d'urgences,
- **Frédéric CHÉREAU**, maire de Douai (59),
- **Patrice DIOT**, doyen de la faculté de médecine de Tours, président de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé (ONDPS),
- **Justin BREYSSE**, président de l'Intersyndicale nationale des Internes.

Avec la participation attendue d'Agnès BUZYN, ministre des Solidarités et de la Santé.

TOURISME : UNE COMPÉTENCE EXERCÉE AU PLUS PRÈS DES TERRITOIRES

09h30 à 12h30 | Forum

Lors du dernier Comité interministériel du Tourisme, le gouvernement a annoncé « une politique du tourisme totalement décentralisée au profit des collectivités ». Pour développer le tourisme, vecteur d'attractivité, les territoires ruraux et urbains vont devoir structurer leur offre touristique, coordonner leurs actions et la promotion.

Forum co-présidé par :

- **Laurent HÉNART**, maire de Nancy (54), président de la commission Tourisme de l'AMF,
- **Pierre-Alain ROIRON**, maire de Langeais (37), rapporteur de la commission Tourisme de l'AMF.

Comment les collectivités peuvent-elles structurer leur offre touristique après le désengagement de l'État ?

Avec l'intervention de :

- **Émilie BONNIVARD**, députée de la Savoie,
- **Philippe SUEUR**, maire d'Enghien-les-Bains (95) et président de l'Association nationale des élus des territoires touristiques (ANETT),
- **Yvonne TRITZ**, première adjointe au maire du Marin (972) et présidente de l'office de tourisme du Marin.

Comment accompagner les collectivités dans la promotion de leur territoire face aux nouvelles attentes des touristes ?

Avec l'intervention de :

- **Laurent PEYRONDET**, maire de Lacanau (33), président de l'office de tourisme Médoc Atlantique et membre du comité directeur de l'AMF,
- **Corine MAIRONI-GONTHIER**, maire d'Aime-la-Plagne (73),
- **Lydie DEMENÉ**, maire de Port-des-Barques (17).

MOBILITÉ EN TERRITOIRE PEU DENSE : QUELLES COMPÉTENCES, QUELS FINANCEMENTS ?

09h30 à 12h30 | Forum

La loi d'orientation des mobilités entend favoriser une meilleure organisation des déplacements et des transports du quotidien sur l'ensemble du territoire national, notamment dans les zones peu denses.

À l'heure de la couverture intégrale du territoire par des autorités organisatrices de la mobilité, comment aller plus loin et proposer de nouvelles solutions de mobilité dans les territoires périurbains et ruraux ?

Ce forum a notamment pour objet d'échanger sur les différentes dispositions de la loi visant à doter les territoires ruraux et périurbains des moyens juridiques et financiers leur permettant de développer une gamme de services de transports en faveur des habitants : lignes régulières, services à la demande, co-voiturage, mobilités électriques, soutien au transport individuel, forfait mobilité, etc.

Forum co-présidé par :

- **Frédéric CUILLERIER**, maire de Saint-Ay (45) et président de la commission Transports, mobilité et voirie de l'AMF,
- **Armelle BOTHOREL**, présidente de l'Association des maires et présidents d'EPCI des Côtes d'Armor, maire de La Méaugon.

Présentation du projet de loi et de ses objectifs : Quelles perspectives pour les communautés de communes « AOM » ; quelles articulations avec la région ? Quel rôle pour les communes ? Quelle organisation des futurs bassins de mobilité ?

Avec l'intervention de :

- **Gilles RAULT**, maire-adjoint de la commune déléguée Saint-Gouéno (22), en charge de la mobilité,
- **Frédéric CHARLEY**, directeur du pôle métropolitain du Grand Amiénois (80),
- **Michel NEUGNOT**, président de la commission Transports et mobilité de Régions de France, 1^{er} vice-président de la région Bourgogne Franche-Comté,
- **Hervé BRULÉ**, adjoint au directeur général, Direction générale des Infrastructures, des transports et de la mer
- **Bruno DUCHEMIN**, rapporteur de la LOM au Conseil économique, social et environnemental.

Les nouvelles mobilités au service des territoires : mobilité électrique, co-voiturage, maintien et développement des lignes ferroviaires, expérimentations (voiture autonome, etc.).

Avec l'intervention de :

- **Jean-Luc DUPONT**, maire de Chinon (37) et président de la communauté de communes Chinon, Vienne et Loire, et président du Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre-et-Loire,
- **Martha BOZEK**, conseillère municipale en charge de la citoyenneté, commune de Saily-lez-Lannoy (59),
- **Dominique LAGARDE**, directeur du programme Mobilité électrique d'ENEDIS,
- **Edouard HÉNAUT**, directeur général France du Groupe Transdev,
- **Pierre SERNE**, président du Club des villes et territoires cyclables.

Avec la participation de Jean-Baptiste DJEBBARI, secrétaire d'État chargé des Transports.

LES NOUVELLES OPPORTUNITÉS POUR LE MAIRE EMPLOYEUR APRÈS LA LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

09h30 à 12h30 | Forum

Il s'agit d'échanger sur le rôle du maire employeur en présentant les enjeux, les leviers et les impacts des nouvelles mesures issues de la loi de transformation de la fonction publique.

Forum présidé par François DELUGA, maire du Teich (33), président de la commission Fonction publique territoriale et Ressources humaines de l'AMF.

Fonction publique territoriale à la croisée des chemins : contraintes ou libertés pour les maires et présidents d'EPCI ?

Avec l'intervention pressentie de :

- **Michel HIRIART**, maire de Biriadou (64), président de la Fédération nationale des centres de gestion (FNCDG),
- **Bertrand MASSOT**, maire de Luisant (28), président du centre de gestion d'Eure-et-Loir,
- **Christophe IACOBBI**, maire d'Allons (47),
- **Jean-Marc VASSE**, maire de Terres-de-Caux (76).

Fonction publique territoriale, de nouveaux outils pour une politique plus inclusive des ressources humaines dans les communes et EPCI

Avec l'intervention pressentie de :

- **Philippe LAURENT**, maire de Sceaux (92), président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT),
- **Marie-Claude JARROT**, maire de Montceau-les-Mines (71),
- **Yohann NÉDÉLEC**, maire du Relecq-Kerhuon (29), président du centre de gestion du Finistère,
- **Jean-Paul BRET**, maire délégué du Pin (38), commune nouvelle Villages du lac de Paladru,
- **Françoise DESCAMPS-CROSNIER**, présidente du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP),
- **Saïd HAMMOUCHE**, fondateur du cabinet Mozaïk RH en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés issus des quartiers populaires.

Avec la participation attendue d'Olivier DUSSOPT, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, et de Sophie CLUZEL, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des Personnes handicapées.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE : COMMENT LES COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS PEUVENT- ELLES RÉPONDRE AUX ATTENTES DES HABITANTS ?

14h30 à 17h30 | Débat

Les exigences citoyennes sont croissantes vis-à-vis des enjeux environnementaux. Pourtant, force est de constater que de nombreux défis restent à relever : consommateur, entrepreneur, agriculteur, éducateur, élèves, chacun à son niveau peut et doit agir localement.

La définition d'une stratégie locale de développement durable, la mobilisation et la coordination de tous les acteurs relèvent des élus de terrain que sont les présidents d'intercommunalité, les maires et leurs équipes municipales.

Débat co-présidé par :

- **André FLAJOLET**, maire de Saint-Venant (62), vice-président de l'AMF et président de la commission Transition écologique,
- **Mohamed GNABALY**, maire de L'Île-Saint-Denis (93), vice-président de l'AMF et rapporteur de la commission Transition écologique.

Un constat partagé mais encore un trouble des priorités ?

Avec l'intervention pressentie de :

- **David LISNARD**, maire de Cannes (06), président de la communauté d'agglomération Cannes Pays de Lerins,
- **Jacques ATTALI**, président de la Fondation Positive Planet.

Agendas 21 locaux, ODD : comment construire une stratégie locale ?

Avec l'intervention pressentie de :

- **Ferdy LOUISY**, maire de Goyave (971),
- **Olivier SICHEL**, directeur général de la Banque des Territoires,
- **Bettina LAVILLE**, présidente du Comité 21.

« Solutions fondées sur la nature », paiement pour services environnementaux, contrats de transition écologique, révision du régime forestier : quels sont les nouveaux outils de la Transition écologique ?

Avec l'intervention pressentie de :

- **Dominique JARLIER**, maire de Rochefort-Montagne (63), président de la Fédération nationale des communes forestières (FNCOFOR)
- **Pierre DUBREUIL**, directeur général de la préfiguration de l'Office Français de la Biodiversité,
- **Léa TARDIEU**, chercheure Agro ParisTech,
- **Véronique ANDRIEUX**, directrice générale de WWF France.

Avec la participation d'Élisabeth BORNE, ministre de la Transition écologique et solidaire.

LES MAIRES FACE AUX DÉFIS D'ÉQUITÉ TERRITORIALE ET DE JUSTICE SOCIALE DE L'ÉCOLE

14h30 à 17h00 | Forum

Dans un contexte d'inégalités restant fortes entre les élèves en matière de réussite scolaire, les maires et présidents d'intercommunalité, qui se mobilisent depuis de nombreuses années pour améliorer les conditions de scolarisation, s'interrogent sur les conséquences des nouvelles orientations décidées par l'État (loi pour une école de la confiance, annonces d'Emmanuel Macron sur la préservation des écoles, plan contre la pauvreté...), et sur leur capacité à y faire face.

Forum co-présidé par :

- **Sylvine THOMASSIN**, maire de Bondy (93), présidente de la commission Éducation de l'AMF,
- **Agnès LE BRUN**, maire de Morlaix (29), rapporteure de la commission Éducation de l'AMF.

Les maires face aux enjeux d'un maillage territorial scolaire de proximité et de qualité

Avec l'intervention pressentie de :

- **Alain SANZ**, maire de Rébénacq (64) et président de l'Association des maires et présidents de communautés des Pyrénées-Atlantiques,
- **Éric VIAUD**, maire de la Bussière (86),
- **Éric LESPINASSE**, maire de Saint-Cirgues en Montagne (07).

Intervention de Jean-Marie DRU, président d'UNICEF France

Les maires acteurs d'une meilleure justice sociale à destination des élèves les plus fragiles

Avec l'intervention pressentie de :

- **Jean TOUZEAU**, maire de Lormont (33),
- **Virginie LANLO**, adjointe au maire de Meudon (92),
- **Jacques TOUBON**, défenseur des Droits,
- **Rozenn MERRIEN**, présidente de l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'Éducation des villes et des collectivités territoriales (ANDEV).

Avec la participation attendue de Jean-Michel BLANQUER, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

L'ACCOMPAGNEMENT NUMÉRIQUE DES CITOYENS : UNE RESPONSABILITÉ CROISSANTE POUR LES COMMUNES

14h30 à 17h30 | Forum

À travers le témoignage d'élus, il s'agira notamment de rappeler le rôle central de la commune dans l'accompagnement des citoyens, de mettre en avant des initiatives locales (CCAS, Maisons de services au public, ...) et d'en évaluer le coût.

Le forum sera l'occasion d'interpeller l'État sur cette responsabilité accrue par le « tout dématérialisé » et sur le rôle des nouvelles Maisons France services en la matière.

L'accent sera mis sur les modalités de sécurisation juridique de cet accompagnement numérique pour les citoyens comme pour les « médiateurs ».

A ce titre, une courte intervention sur le programme identité numérique et la future CNIE est prévue.

Forum co-présidé par :

- **Nicolas BONNEAU**, maire de La Chapelle Saint Mesmin (45), rapporteur de la commission Numérique de l'AMF,
- **Michel SAUVADE**, maire de Marsac en Livradois (63), maire référent de l'AMF pour la téléphonie mobile.

Intervention de Marie-Laure DENIS, présidente de la CNIL, sur le RGPD.

Couverture du territoire par les réseaux fixes et mobiles

Un état des lieux du « New Deal Mobile » et du plan France très haut débit sera fait, avec une information particulière sur le déploiement de la 5G et un focus spécifique sur la situation en Outre-mer.

Conséquences de la dématérialisation des démarches pour les citoyens et les communes

Avec l'intervention de :

- **Patrick MOLINOZ**, maire de Venarey-les-Laumes (21), président de Territoires Numériques Bourgogne-Franche-Comté, vice-président de l'AMF,
- **Sylvette ROCHAS**, adjointe au maire d'Echirrolles (38), vice-présidente du centre communal d'action sociale (CCAS),

- **Valérie PENEAU**, directrice du programme interministériel Identité numérique.

Avec la participation de Julien DENORMANDIE, ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la Ville et du Logement ; et de Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances et du ministre de l'Action et des Comptes publics, chargé du Numérique.

FISCALITÉ ET DOTATIONS EN OUTRE-MER

14h00 à 16h00 | Forum

Les élus locaux des Outre-mer ne cessent d'alerter à juste titre sur leurs difficultés financières consécutives à une situation économique et sociale spécifique. Malgré leurs efforts, cette fragilité ne leur permet pas de dégager des capacités budgétaires à la hauteur des besoins nécessaires au développement de leur territoire, notamment en matière d'investissement.

Les modalités actuelles de financement des collectivités locales et de leurs projets doivent être réexaminées afin qu'elles soient adaptées à l'ambition d'une plus grande attractivité de ces territoires.

Ce forum aura pour objectif d'échanger sur les adaptations souhaitables des dotations en Outre-mer et sur les actions à poursuivre pour une meilleure qualité des bases de fiscalité locale. Les échanges pourront s'appuyer sur les propositions formulées par le Comité des finances locales, en juillet 2019, sur les dotations et la fiscalité locale ultramarines ainsi que sur les travaux menés par la mission sur les Finances locales en Outre-mer, confiée par le gouvernement à Georges Patient, sénateur de la Guyane et Jean-René Cazeneuve, président de la délégation de l'Assemblée nationale aux collectivités territoriales et à la décentralisation. Cette rencontre sera notamment l'occasion de débattre du dispositif de rattrapage en faveur des dotations de péréquation des communes des départements d'outre-mer, dont la première étape est inscrite dans le projet de loi de finances pour 2020, et qui s'inspire des propositions formulées par le comité des finances locales.

Un point d'actualité sur la gestion par l'État des bases de fiscalité directe locale et l'adressage sera également à l'ordre du jour.

Enfin, la première étude AMF consacrée aux finances locales ultramarines sera diffusée en exclusivité pendant ce 102e congrès.

Débat co-présidé par :

- **Didier LAGUERRE**, maire de Fort-de-France (972),
- **Philippe LAURENT**, maire de Sceaux (92), secrétaire général de l'AMF, président de la commission Finances et Fiscalité locales de l'AMF.

Les finances et la fiscalité en Outre-mer : un constat partagé

Dotations et fiscalité locale : quelles adaptations, quelles propositions ?

Avec l'intervention de :

- **Antoine HOMÉ**, maire de Wittenheim (68), vice-président de Mulhouse Alsace Agglomération et conseiller régional, rapporteur de la commission Finances et Fiscalité locales de l'AMF,
- **Saïd OMAR OILI**, président de l'Association des maires de Mayotte,
- **Roland LOE-MIE**, conseiller municipal de la Ville de Cayenne (973), délégué aux finances,
- **Yves FERRIÈRES**, adjoint au maire de Sainte Marie (974), vice-président de la communauté intercommunale du nord de La Réunion (CINOR),
- **Georges PATIENT**, sénateur de la Guyane,
- **Jean-René CAZENEUVE**, député du Gers, président de la délégation de l'Assemblée nationale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

LA LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE : ENJEUX ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

14h00 à 15h30 | Forum

Ce forum permettra de clarifier les premières propositions en matière d'évolution de la politique locale de lutte contre l'habitat indigne (simplification et harmonisation des différentes polices en matière d'habitat indigne, recherche d'un acteur unique en la matière, pouvoir de police générale du maire, etc.) et d'engager un débat sur celles-ci.

Forum co-présidé par :

- **Pierre JARLIER**, maire de Saint-Flour (15), président de Saint-Flour communauté, président de la commission Aménagement, urbanisme, habitat et logement de l'AMF,
- **Frédéric CHÉREAU**, maire de Douai (59), vice-président de la communauté d'agglomération du Douaisis.

Quels enjeux pour la politique locale de résorption de l'habitat indigne ?

Quelles propositions pour une meilleure efficacité de la lutte contre l'habitat indigne ?

Avec l'intervention pressentie de :

- **Mathilde CAROLY**, adjointe au maire de Saint-Denis (93),
- **Sophie CHARLES**, maire de Saint-Laurent du Maroni (973),
- **Guillaume VUILLETET**, député du Val-d'Oise,
- **Sylvain MATHIEU**, délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL).

Avec la participation de Julien DENORMANDIE, ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

DÉPÔTS SAUVAGES : LUTTER PLUS EFFICACEMENT CONTRE LES COMPORTEMENTS INCIVIQUES

16h00 à 17h30 | Forum

L'objectif de ce forum est d'échanger les bonnes pratiques qui permettent de renforcer l'efficacité des sanctions, mais aussi de prendre connaissance des avancées dans ce domaine prévues par la loi sur l'économie circulaire.

Forum présidé par :

- **Nicolas SORET**, président de la communauté de communes du Jovinien (89), co-président du groupe de travail Déchets de l'AMF,
- **Pascal THÉVENOT**, maire de Vélizy-Villacoublay (78).

Avec l'intervention pressentie de :

- **Guy GEOFFROY**, maire de Combs la Ville (77),
- **Maître Arnaud GOSSEMENT**, avocat,
- **Major Gérard VALLE**, Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP).

MIEUX PRENDRE EN COMPTE LES COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS DANS LES POLITIQUES EUROPEENNES

16h00 à 17h30 | Forum

La fin de l'année 2019 est charnière pour l'Union européenne : début de la nouvelle mandature du Parlement européen, mise en place de la nouvelle Commission européenne et départ du Royaume-Uni. En pleine négociation budgétaire pour le prochain cadre financier pluriannuel, ces facteurs influent sur le paysage européen tel que nous le connaissions. De nouvelles priorités apparaissent, d'autres se confirment et impactent directement les citoyens. Pour être traitées, elles se doivent alors d'être appréhendées collectivement et au plus près des citoyens.

Affirmer l'engagement des maires et des présidents d'intercommunalité pour une plus grande prise en compte de leur rôle et des intérêts territoriaux, en plus d'être une nécessité dans le dialogue avec les citoyens, renforcera la dimension territoriale des politiques européennes. Il s'agira de faire le point sur les négociations communautaires en cours et leurs impacts sur les politiques touchant les territoires.

La secrétaire d'Etat chargée des affaires européennes, viendra rendre compte de l'état d'avancement des négociations budgétaires avec Bruxelles, mais également de la négociation de l'Accord de Partenariat entre les Régions et le gouvernement pour la prochaine programmation de la politique de cohésion.

Débat co-présidé par :

- **Christophe ROUILLON**, maire de Coulaines (72), président de la commission Europe de l'AMF,
- **Thibaut GUIGNARD**, maire de Ploeuc-L'Hermitage (22), maire référent de l'AMF à l'Action européenne dans les territoires.

Faire de la commune un échelon indispensable en Europe

Les communes et leurs groupements n'agissent plus uniquement selon le cadre national. La reconnaissance de leur rôle tend à s'affirmer au niveau européen. De fait, les politiques européennes ont un impact quotidien sur les communes. Ce sont les élus locaux qui appliquent au quotidien l'Europe.

Aussi, à l'heure où la politique de cohésion et la politique agricole commune évoluent et se transforment, affirmer la dimension territoriale de ces politiques est une réponse aux besoins exprimés des citoyens d'une meilleure démocratie locale et une mise en œuvre effective de la cohésion territoriale.

Avec les négociations communautaires actuelles et celles nationales nécessitant un dialogue constant avec les régions, se mobiliser pour une plus grande prise en compte des intérêts des communes est une nécessité pour mettre en place un développement territorial intégré à partir de 2021.

Avec l'intervention pressentie de :

- **Philippe LAURENT**, maire de Sceaux (92), secrétaire général de l'AMF et président de l'Association française du conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE),
- **Agnès LE BRUN**, maire de Morlaix (22), vice-présidente de l'AMF
- **Constance de PÉLICHY**, maire de La Ferté-Saint-Aubin (45),
- **Dominique LÉVÊQUE**, maire d'Aÿ-Champagne (51),
- **Marie-Laure PHINERA-HORTH**, maire de Cayenne (973).

Avec la participation d'Amélie de MONTCHALIN, secrétaire d'État chargée des Affaires européennes.

FINANCES LOCALES : QUEL PARTAGE DES RESSOURCES PUBLIQUES APRÈS LA SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION ?

09h30 à 12h30 | Débat

Les lois de finances successives ont pour objectif la réduction du déficit de l'État. Même si les collectivités locales ne sont pas en déficit, elles sont soumises à des contraintes financières sans précédent depuis 2014. L'autonomie financière des communes et des EPCI se trouve en conséquence remise en cause. Est-ce un recul de la décentralisation qui s'affranchit ainsi d'un débat démocratique ?

Pourtant, la décentralisation à la française est un atout majeur pour soutenir le développement économique et social du pays. La notion de ressources est ainsi au centre d'un Acte III de la décentralisation. Pour préserver l'autonomie des communes et de leurs intercommunalités, pourquoi ne pas instaurer un partage des ressources publiques ?

Débat co-présidé par :

- **Philippe LAURENT**, maire de Sceaux (92), secrétaire général de l'AMF, président de la commission Finances et Fiscalité locales de l'AMF,
- **Antoine HOMÉ**, maire de Wittenheim (68), vice-président de Mulhouse Alsace Agglomération et conseiller régional, rapporteur de la commission Finances et Fiscalité locales de l'AMF.

Les contraintes financières pesant sur les budgets locaux conduisent-elles au recul de la décentralisation ?

Avec l'intervention de :

- **Jean-Paul JEANDON**, maire de Cergy (95),
- **Didier LAGUERRE**, maire de Fort-de-France (972),
- **André LAIGNEL**, maire d'Issoudun (36), président de la communauté de communes du Pays d'Issoudun,
- **David LISNARD**, maire de Cannes (06), président de la communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins.

Le partage concerté des ressources publiques pour préserver la décentralisation

Avec l'intervention pressentie de :

- **Sandrine COSSERAT**, maire de Volonne (04),
- **Pierre-Jean VERZELEN**, maire de Crécy-sur-Serre (02), président du Pays de la Serre.

Avec la participation attendue de **Gérald DARMANIN, ministre de l'Action et des comptes publics et de **Jean-René CAZENEUVE**, député du Gers, président de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale.**

LA PLACE DES FEMMES DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

09h30 à 12h30 | Forum

Après un travail de fond ayant permis au groupe de travail de l'AMF de recueillir le témoignage, par une enquête, de 7 600 femmes élues et de formuler des propositions en matière de parité, ce forum sera dédié au sujet de l'égalité femme/homme dans les politiques publiques et à la mobilisation contre les violences sexistes et sexuelles.

Débat co-présidé par :

- **Cécile GALLIEN**, maire de Vorey (43) et vice-présidente de l'AMF,
- **Édith GUEUGNEAU**, maire de Bourbon-Lancy (71) et présidente de la communauté de communes Entre Arroux, Loire et Somme.

Intervention de Carole BIENAIME BESSE, conseillère au CSA, sur l'image des femmes dans les médias.

L'égalité femmes/hommes dans les politiques publiques

Avec l'intervention de :

- **Marie-Christine MORICE**, maire d'Étrelles (35),
- **Geneviève LETOURNEUX**, conseillère municipale déléguée aux droits des femmes à Rennes (35),
- **Alexandra BORCHIO-FONTIMP**, conseillère municipale déléguée à la jeunesse, à la prévention de la délinquance et aux droits des femmes à Antibes (06), membre du Haut Conseil à l'égalité,
- **Madeline DA SILVA**, adjointe au maire déléguée à la petite enfance et aux affaires scolaires aux Lilas (93),
- **Yaëlle AMSELLEM**, sociologue à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, travaillant notamment sur la question de la place des jeunes filles et des jeunes femmes dans la ruralité,
- **Corinne LUXEMBOURG**, géographe, maître de conférences travaillant notamment sur la question de la place des femmes dans les espaces publics.

Mobilisation des maires contre les violences sexistes et sexuelles

Avec l'intervention pressentie de :

- **Gunilla WESTERBERG-DUPUY**, adjointe au maire de Suresnes (92),

- **Aurélien PRADIÉ**, député du Lot, auteur de la proposition de loi visant à agir contre les violences faites aux femmes,
- **Jérôme BERTIN**, directeur général de France Victimes,
- **Karine LEJEUNE**, commandante du groupement départemental de Gendarmerie de l'Essonne.

Avec la participation attendue de Marlène SCHIAPPA, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations.

COMMENT RÉDUIRE LES IMPACTS DES NUISANCES ENVIRONNEMENTALES ?

09h30 à 11h30 | Forum

Les maires et les présidents d'intercommunalité n'ont pas les moyens d'empêcher les nuisances environnementales, mais il leur revient d'informer et de sensibiliser la population et parfois de la protéger.

Forum co-présidé par :

- **Jean-Claude PIOCHE**, maire de La Désirade (971), président de l'Association des maires de Guadeloupe,
- **Jean-Louis DENOIT**, maire de Viviez (12), maire référent Pollution des sols de l'AMF.

Les sargasses ou autres algues

Avec l'intervention pressentie de :

- **Raymond OCCOLIER**, maire du Vauclin (972),
- **Roger LE GOFF**, président de la communauté de communes du Pays Fouesnantais (29),
- **Sébastien PIEN**, responsable du pôle Environnement du SMEL (synergie mer et littoral).

Les pollutions minières et industrielles

Avec l'intervention pressentie de :

- **David RICHÉ**, président de l'Association des maires de Guyane et maire de Roura (973),
- **Eddie LECOURIEUX**, maire du Mont-Dore (988),
- **Jean LAMARCHE**, maire de Trois-Rivières (Québec),
- **Cédric VILETTE**, chargé de mission au Bureau des sols et des sous-sols au ministère de la Transition écologique et solidaire.

L'AGENCE NATIONALE DU SPORT : QUELLE PLACE POUR LES COMMUNES ET LES INTERCOMMUNALITÉS ?

11h30 à 13h00 | Forum

Créée pour accompagner le développement de l'accès à la pratique sportive pour tous et favoriser le sport de haut niveau et la haute performance sportive, l'Agence nationale du sport est destinée à mettre en œuvre un nouveau modèle partenarial entre l'État, le mouvement sportif, les collectivités territoriales et les acteurs du monde économique. L'exercice de ses missions, tant au niveau national que territorial, devra tenir compte des attentes du bloc local, principal financeur des politiques sportives.

Forum co-présidé par :

- **Christian BOULEAU**, maire de Gien (45), co-président du groupe de travail Sport de l'AMF,
- **David LAZARUS**, maire de Chambly (60), co-président du groupe de travail Sport de l'AMF.

Une nouvelle gouvernance du sport à l'échelle nationale

Avec l'intervention pressentie de :

- **Arielle PIAZZA**, adjointe au maire de Bordeaux (33),
- **Bertrand RINGOT**, maire de Gravelines (59),
- **Frédéric SANAU**, directeur général de l'Agence nationale du sport,
- **Denis MASSEGLIA**, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF),
- **Claire RABES**, Union Sport et Cycle.

Les déclinaisons territoriales de l'Agence : vers une décentralisation du sport ?

Avec l'intervention pressentie de :

- **Sylvie MICELI-HOUAIS**, adjointe au maire de Rognac (13),
- **Jean-Paul OMEYER**, vice-président de la région Grand Est,
- **Bruno BELIN**, président du conseil départemental de la Vienne.

POINTS-INFOS

Jeudi 21 novembre

- L'évolution des conditions d'exercice des mandats locaux.....p. 55
- La réglementation de la communication et du financement en période électoralep. 57

LA RÉGLEMENTATION DE LA COMMUNICATION ET DU FINANCEMENT EN PÉRIODE ÉLECTORALE

09h30 à 11h30 | Point-info

Après une brève présentation des écueils à éviter et des précautions à prendre en période électorale, et un rappel des sanctions encourues, le point-info sera l'occasion d'organiser une séance de questions réponses sur :

- les règles de communication en période électorale, y compris concernant les modes de communication en ligne, et en particulier, les réseaux sociaux,
- les règles de financement en période électorale.

Avec la participation de **Maître Aloïs RAMEL**, avocat associé, Cabinet Seban & Associés.

Point-info animé par **Judith MWENDO**, conseillère technique à l'AMF.

L'ÉVOLUTION DES CONDITIONS D'EXERCICE DES MANDATS LOCAUX

11h30 à 13h30 | Point-info

Le point-Infos sera l'occasion d'informer les congressistes et de les faire débattre sur les dispositions du projet de loi Engagement et proximité touchant les conditions d'exercice du mandat qui seront en cours d'examen par le Parlement.

Plus généralement, devant le déficit d'information des élus sur leurs droits, le point-Infos permettra d'évoquer les moyens de remédier à cette méconnaissance, en particulier dans la perspective du prochain renouvellement des conseils municipaux.



CONTACTS UTILES

- **Accréditation obligatoire** : - *jusqu'au 14 novembre*, préinscription par e-mail
- *du 18 au 21 novembre*, directement à l'accueil presse (Pavillon 5 du Parc des expositions de la Porte de Versailles ; rdc).
- **Contacts presse** :
- Marie-Hélène GALIN**
Tél : 01 44 18 13 59
marie-helene.galin@amf.asso.fr
- Thomas OBERLÉ**
Tél : 01 44 18 51 91
thomas.oberle@amf.asso.fr
- Anaïs GAUTREAU**
Tél : 01 44 18 14 18
anais.gautreau@amf.asso.fr
- **Accès** : Pavillon 5
- **Horaires** : 9h00 à 18h30
- **Transports** : Métro Porte de Versailles (ligne 12)
Lignes de bus n° 80
Tramway (ligne 3)
Parking C de Paris-Expo

PLAN D'ACCÈS PRESSE



SALON DES MAIRES

Pavillon 2.2

- Bâtiments - Travaux publics - Voirie
- Sport - Loisirs
- Espace Sport - Mouvement sportif

Pavillon 2.3

- Numérique - informatique - Télécommunications
- BTP [Equipements techniques et scéniques]

CONGRÈS DES MAIRES ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ

Accès réservé aux
congressistes inscrits

ACCUEIL PRESSE

File réservée à droite de
l'ACCUEIL
Salle de Presse au niveau 5.2

Pavillon 3

- Transports - Véhicules
- Matériels d'entretien de voirie et d'espaces verts
- Aménagement urbain [Éclairage]
- Environnement - Énergie
- Edition - Presse - Communication
- Numérique - Informatique - Télécommunications
- Le Lab « Ville de demain »
- Espace Mobilité
- Espace Numérique

Pavillon 4

- Aménagement Urbain
- Prévention - Sécurité - Sûreté
- Développement économique [Immobilier]
- Tourisme - Culture
- Espace Enfance - Santé - Social [Mutuelles]
- Institutionnel - Finances - Services
- Espace Prévention - Sécurité
- Espace Santé - Social

PLAN D'ACCÈS

PAVILLON 5 - ESPACE CONGRÈS

NIVEAU 1



REZ DE CHAUSSEE

